

la réponse à la question du député de Brandon-Souris et peut-être me permettrait-on de la donner tout de suite. En cherchant à assurer des services supplémentaires aux personnes à la charge de nos militaires, nous nous sommes engagés, à titre d'essai, à leur assurer des soins médicaux limités. L'expérience a eu lieu à Shilo, au Manitoba, et se terminait hier. Nous trouvons les frais trop élevés pour nous engager officiellement à assurer ce service ailleurs que dans des endroits isolés. Cet essai n'avait rien à voir avec l'assurance frais médicaux ou l'adhésion du Manitoba au régime national.

### LES TRANSPORTS

#### LE GEL DES TAUX DE TRANSPORT DE MARCHANDISES DANS LES MARITIMES

**M. H. Russell MacEwan (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre ayant assuré lundi à la Chambre que le blocage du tarif des marchandises dans les provinces atlantiques du Canada serait maintenu en attendant que le bill C-182 soit mis à l'étude, voudrait-il nous assurer que, après le congé de Pâques, la Chambre sera saisie du ce bill, qui gèle les tarifs des transports maritimes.

**L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports):** C'est bien l'intention du Parlement de procéder à l'examen du bill sans tarder après le congé de Pâques.

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

#### LA GRÈVE DE TÔLIERS ET SES CONSÉQUENCES SUR LE SÉCHAGE DU GRAIN

**M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Vu que l'on rapporte, de la région de la tête des Lacs, qu'une grève des tôliers de cette région a créé une situation d'urgence relativement à l'installation du nouveau matériel de séchage des céréales, et a, du même coup, sérieusement aggravé le problème du séchage des céréales humides et mouillées, le ministre peut-il nous dire quand on espère pouvoir mettre fin à la grève, et s'il prend des mesures en vue de parvenir à une solution rapide?

**L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail):** Si je ne m'abuse, monsieur l'Orateur, le litige en question relève de la juridiction du ministre provincial du Travail.

### L'INDUSTRIE

#### LE CUIVRE—LES EXIGENCES DU CANADA

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Relativement à la déclaration qu'il a faite aujourd'hui au sujet de l'exploitation du cuivre, puis-je lui demander si les producteurs de cuivre du pays lui ont donné l'assurance que l'on satisferait aux exigences du Canada?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** C'est précisément pour m'en assurer que j'ai fait cette déclaration. Il y a encore un écart entre l'offre des producteurs et la quantité requise pour satisfaire à tous nos besoins. La situation actuelle est très compliquée: un certain nombre de producteurs qui expédiaient du cuivre à Noranda pour y être raffiné et vendaient au prix des États-Unis, voudraient aussi bénéficier du prix BML.

Nous essayons d'amener l'industrie, dans son propre intérêt, à faire elle-même le rajustement nécessaire. J'espère que nous y parviendrons.

**M. Saltsman:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre dirait-il s'il a reçu des instances des utilisateurs de cuivre des États-Unis à ce propos?

**L'hon. M. Pepin:** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre du Commerce une question complémentaire sur le même sujet. Comme lui, je reconnais que le sujet est complexe, mais la déclaration du ministre signifie-t-elle que si les producteurs refusent de collaborer et de se conformer au système de contrôles, ils ne pourront pas vendre à l'étranger?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, l'objet de la mesure est de nous assurer que les fabricants au Canada obtiendront tout le cuivre dont ils ont besoin et à un prix raisonnable, afin que leur production demeure concurrentielle tant au Canada qu'à l'étranger.

**M. Saltsman:** Une autre question supplémentaire. Le ministre a-t-il fait des instances auprès des commerçants de déchets de cuivre en vue d'accorder des licences d'exportation?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, ce point est abordé en partie dans mon communiqué d'aujourd'hui.